



Révolutions dans l'offre

2011/10
14 | 02 | 2011



Ivan Van de Cloot
Hoofdeconoom
Itinera Institute

Il existe depuis des siècles un débat entre économistes concernant l'impact de la prospérité économique sur le processus politique. Les partisans de l'hypothèse selon laquelle les régimes dictatoriaux peuvent être plus difficilement maintenus lorsque le niveau de vie y est plus élevé, disposent d'une nouvelle catégorie d'arguments par rapport aux développements actuels en Tunisie et en Egypte. L'analyse économique des révolutions montre qu'à travers les réseaux sociaux comme Facebook et twitter, le coût de la mobilisation économique a diminué. La révolution digitale crée la possibilité de rassembler des milliers de manifestants sans organisation centrale pour les diriger. C'est essentiel parce les dictateurs ont la manie de s'infiltrer à la tête des organisations d'opposition. L'effet du développement économique n'est apparemment pas linéaire : ce qui est important pour rendre possible toute opposition à la répression, c'est surtout de dépasser la phase de l'amère pauvreté dans un pays comme le Zimbabwe, de mener la lutte politique pour l'existence et d'avoir accès aux nouveaux médias.



Un des outils pour contrer ces rassemblements est la force, tel que l'armée en Egypte, mais dans un monde où les organes du pouvoir ont toujours plus difficile à contrôler l'information.

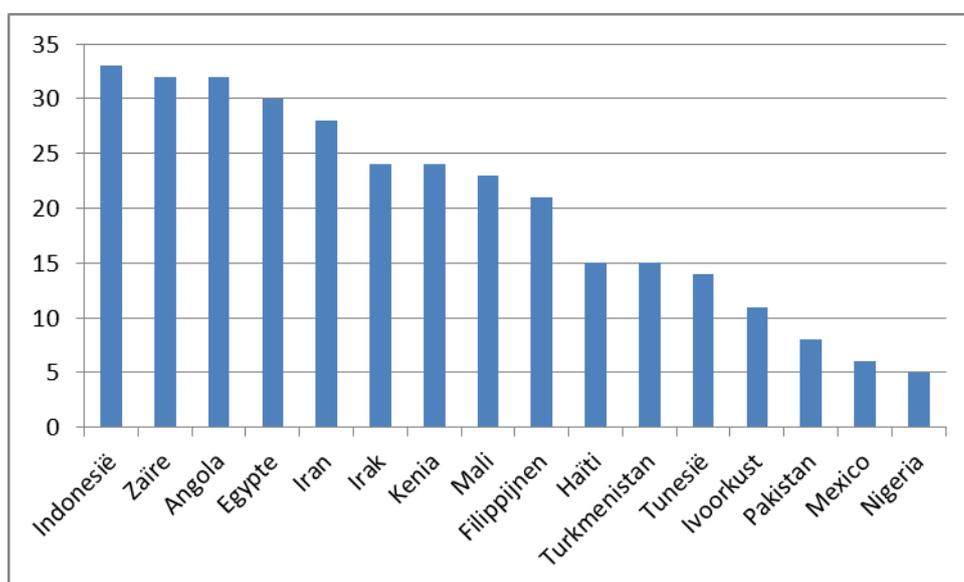


	Pop.(millions)	PIB/pers.	Age médian	Index corruption (0= max)	Chômage(%)	Seuil de pauvreté	Web users (millions)
Maroc	31,7	4900	27	3,4	9,8	15	13,2
Algérie	35,4	7400	27	2,9	9,9	23	4,7
Tunisie	10,6	9500	30	4,3	14	3,8	3,5
Libye	6,5	13800	24	2,2	30	33	0,4
Egypte	84,5	6200	24	3,1	9,7	20	20
Jordanie	6,4	5300	22	4,7	13,4	14,2	1,6
Liban	4,1		29,4			28	1
Arabie saoudite	25,7		24,9		10,8		9,6
Soudan	43,9		18,4		18,7	40	4,2
Syrie	22,2	4800	22	2,5	8,3	11,9	4,5
Oman	2,9	25800	24	5,3	15		1,5
Yémen	23,5	2600	18	2,2	35	45,2	2,2

L'économiste Ronald Wintrobe a donné une nouvelle tournure à l'analyse économique des régimes dictatoriaux et rend cruciale la distinction entre les régimes de dictateurs dits "tinpot" et les régimes totalitaires (1). Le premier groupe concerne les régimes où le dictateur utilise les avantages de son monopole politique afin de maximaliser sa richesse personnelle. Dans ce cas, le niveau de répression reste suffisamment faible pour pouvoir rester au pouvoir et l'intervention des autorités dans la vie du citoyen lambda reste limité. Dans les régimes totalitaires, cela est tout à fait différent car le dictateur tient, dans ce cas, sous contrôle l'expression du mécontentement face aux mauvaises prestations économiques via une très grande répression. Le dictateur 'tinpot' est idéologiquement moins motivé mais veut surtout des gains personnels et sera donc parcimonieux dans l'étalage des moyens répressifs et la construction d'une loyauté par un trop grand groupe de disciples. Cela tient probablement aussi du fait que les développements actuels sont davantage subversifs pour ce type de dictateurs. Dans les régions avec d'abondantes ressources naturelles telles que le Moyen-Orient, il y avait dans le passé un terroir fructueux pour l'éclosion et le maintien de dictateurs 'tinpot' mais ils sont aujourd'hui sous pression. L'analyse des chiffres montre clairement qu'acheter la loyauté est de plus en plus une stra-

tégie perdante. Les intellectuels informés d’aujourd’hui qui ont peu à perdre sont également moins sensibles à leur devenir. Pour les grandes puissances tels que les Etats-Unis, il est dès lors essentiel de revoir leurs traditionnelles relations avec un certain nombre de régimes.

Graphique: Nombre d’années au pouvoir d’un dictateur



Sources: CCFD

Ce qui joue un rôle aujourd’hui dans le rassemblement de grands groupes de manifestants reste fondamentalement les mêmes effets de réseaux qui ont toujours prédominés. Les populations sont toujours amenées à faire ce qu’ils voient les autres faire. En bref, plus les autres manifestent, plus bas sera le seuil critique à partir duquel on manifestera également. Cela est encore renforcé par l’attractivité de l’anonymat que l’on a lorsque l’on se fond dans la masse. Les médias traditionnels sont aussi beaucoup plus faciles à contrôler que les médias digitaux, décentralisés pour la plupart. Pour les économistes, cela s’apparente à l’ordre spontané des marchés gérés par des acteurs décentralisés qui ne peut pas être interchangé avec une bureaucratie centralisée.

Un des outils pour contrer ces rassemblements est la force, tel que l’armée en

Egypte mais dans un monde où les organes du pouvoir ont toujours plus difficile à contrôler l'information, l'utilisation de la force brutale devient compliqué, voire inefficace.

Dans la Chine de 1989, les bonzes du parti communiste pouvaient encore envoyer des tanks et des machines de guerre sans que les groupes civiques ou le grand public ne soient immédiatement au courant mais le contexte est différent dans la Tunisie de 2011.

Non seulement nous recevons de plus en plus de confirmations que l'intérêt pour la liberté politique devient davantage crucial lorsque le niveau de vie augmente, mais aussi la mobilisation de groupe d'opposition susceptibles de porter atteinte aux régimes autoritaires est devenue plus facile. Naturellement, les sciences sociales doivent encore révéler bien des choses sur les effets croisés, l'influence possible du nationalisme et la montée du fondamentalisme religieux ; mais, par chance, la réalité n'attend pas l'analyse des experts.

Ivan Van de Cloot

Chef économiste Itinera Institute

(1) Ronald Wintrobe, Political economy of dictatorship, Cambridge University Press, 1998

Pour une croissance économique
et une protection sociale durables.